

M. ALI BRAHIMI, DÉPUTÉ RCD, AU SOIR D'ALGÉRIE :

«L'argutie de se constituer en GLD pour avoir un fusil ne tient pas la route»

Longtemps considérée comme une préoccupation personnelle au niveau local et même national, tant, durant plus de 5 ans, des centaines de citoyens réclamant légitimement la restitution de leurs armes auprès des autorités, le faisaient en solo et dans l'indifférence totale des élus de la wilaya et des députés, cette question vient enfin d'être prise en charge par un des députés de la wilaya de Bouira, dans la nouvelle Assemblée nationale.

Un député qui a fait le serment lors de la campagne électorale des législatives de mai dernier de faire tout son possible pour régler cette affaire.

Chose faite, puisque M. Ali Brahimi, député RCD, membre du conseil national du parti, vient de soulever ce problème au niveau de l'APN en posant une question orale des plus pertinentes au ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, M. Noureddine Yazid Zerhouni. Dans cet entretien, M. Ali Brahimi nous donne des éclaircissements sur cette question et la lecture faite des réponses données par M. Zerhouni.

Le Soir d'Algérie : M. Ali Brahimi, à travers une question orale au ministre de l'Intérieur, vous vous êtes fait récemment le héraut d'une cause très populaire dans la wilaya de Bouira : la restitution des fusils de chasse confisqués par les autorités dans les années 1990 aux citoyens.

Ali Brahimi : Je suis également concerné puisque mon fusil m'a été pris aussi. Mais mon interpellation du gouvernement à travers M. le ministre de l'Intérieur est d'abord la concrétisation d'un engagement électoral personnel auprès des milliers de citoyens concernés.

Avec 9 000 armes confisquées, Bouira est la wilaya la plus massivement touchée par cette mesure mais c'est surtout une des dix wilayas dans lesquelles la rétrocession des fusils aux services de l'Etat a revêtu un caractère obligatoire qui en a fait une mesure de saisie non déguisée.

Près de quinze ans après, pouvez-vous rappeler le sens de cette démarche des autorités ?

Officiellement et comme vient de le rappeler M. Zerhouni, la confiscation visait à couper ou tarir une source d'approvisionnement potentiel pour les terroristes qui avaient réussi à soustraire un certain nombre d'armes de chasse à leurs propriétaires.

Mais là où le bât blesse, c'est le caractère obligatoire de la remise des fusils que cette mesure avait dans 10

wilayas (dont Bouira), considérées à l'époque comme les plus infestées au plan sécuritaire.

Hors de ces wilayas, comme à Tizi-Ouzou, cette mesure, qui était strictement volontaire, signifiait un stockage sécurisé des fusils auprès des services de l'Etat.

Il y avait des citoyens qui les avaient remis aux autorités et d'autres qui les avaient gardés en signant parfois – pas toujours – un engagement à ne pas les livrer aux terroristes sans aucune obligation de faire partie des GLD comme le sous-entend le ministre de l'Intérieur pour embrouiller les cartes.

L'argument des zones les plus infestées avait déjà, au départ, été rapidement démenti, l'insécurité ayant fini par gagner toutes les wilayas.

Aujourd'hui, il est fallacieux, au regard de ce qui se passe dans certaines wilayas très éprouvées par le regain de l'insécurité (et non concernées par la saisie des fusils des années 90) sans que l'Etat ne songe à y rééditer une démarche aussi hasardeuse.

Pourquoi hasardeuse, puisqu'elle a tari une source d'armement des groupes armés ?

Rien de plus faux. Cette mesure a surtout livré des populations entières, notamment rurales, à l'insécurité. Dans les années 1990 où elle a été imposée, cette démarche avait grandement facilité la liberté de mouvement et la propagation du terrorisme.

Significative à l'époque des atermoiements des dirigeants de l'Etat à assumer pleinement les conséquences de la situation, elle a surtout forcé des dizaines de milliers de paysans à quitter le travail de leurs terres pour aller s'entasser chez les proches en ville ou ériger des bidonvilles.

Que vous a exactement répondu le ministre de l'Intérieur ?

Au plan strictement juridique, M. Zerhouni reconnaît que les fusils confisqués restent des propriétés des citoyens victimes de leur saisie. C'est important car cela est déclaré pour la première fois publiquement et au nom du gouvernement et de l'Etat devant l'instance parlementaire. M. le ministre a même dit, mais en précisant que c'est son avis personnel, que tout droit confisqué au nom de l'Etat doit être restitué à son propriétaire légitime.

En tant que représentant de l'Etat, il a informé l'opinion publique que le gouvernement n'a pas encore tranché entre restitution ou indemnisation des victimes. (Au fait, si indemnisation il y a, est-ce que les concernés seront autorisés à acquérir de nouvelles armes de chasse ?)

M. Zerhouni s'interpose ensuite en tant que premier policier du pays pour arguer que le niveau de l'insécurité est encore trop élevé pour permettre la restitution des fusils sans risque de favoriser la réapprovisionnement des maquis.



Photo : ON

Que pensez-vous de ces réponses ? Vous ont-elles satisfait ?

J'enregistre le fait positif que l'Etat ne renie pas nos droits de propriété sur nos fusils de chasse.

Je note également que M. le ministre d'Etat avoue un niveau d'insécurité élevé, chose qu'il confirme encore lorsqu'il dit à ma collègue Hadj Arab que l'Etat doublera, dans les prochaines années, les effectifs de la police et de la gendarmerie. Si cela n'est pas dit seulement pour justifier l'arbitraire de la saisie des fusils de chasse, c'est là un démenti cinglant à la thèse de la sécurité rétablie et de la paix revenue au pays des merveilles.

L'argument qui semble par ailleurs réel, de l'insécurité relativement élevée, vous paraît-il pertinent pour justifier la non-restitution des armes de chasse ?

Il n'est pas pertinent même pour ceux qui considèrent que la sécurité est loin d'être revenue. Le fusil de chasse n'est pas un bien comme les autres et peut ne pas servir à la seule chasse. Faut-il rappeler qu'il peut servir de moyen d'autodéfense ?

L'argutie sous-entendue de se constituer en GLD pour avoir un fusil ne tient pas la route car tout le monde sait que loin de monter de nouveaux GLD, l'Etat a désarmé des patriotes qu'il a abandon-

nés à leur sort. Par ailleurs, même les propriétaires saisis qui s'étaient, lorsque cela se faisait encore, constitués en GLD, n'ont pas repris possession de leurs propres armes mais en ont reçu d'autres. Ensuite, dans la totalité des wilayas où les citoyens ont eu la faculté de garder leurs armes de chasse, cet avantage n'a pas été conditionné par l'adhésion à un GLD. Si le risque de réapprovisionnement des maquis en armes est le vrai motif du refus des autorités de restituer les fusils de chasse à leurs propriétaires légitimes, les nouvelles formes vers lesquelles a muté le terrorisme donnent encore moins de crédit à cette affirmation. Et puis, pourquoi alors l'Etat ne généralise-t-il pas à l'échelle nationale la mesure de saisie des armes de chasse ? A moins de considérer que les 10 wilayas concernées par la saisie obligatoire des années 1990 ne soient, même en 2008, demeurées des (ou les seules) têtes de l'insécurité, ce que toutes les apparences infirment.

Si cet argument était véridique, les pouvoirs publics ne restitueraient pas à certains citoyens bien introduits leurs armes de chasse. M. le ministre m'a même, en aparté, évoqué le caractère «cas par cas» que revêt la situation. Cela sous-entend que l'Etat ne restitue pas à ceux dont il se méfie et j'en suis sûr ! Quelles preuves concrètes de déloyauté patriotique étayent cette méthode du cas par cas qui exclut des dizaines de milliers d'ayants droit tout en jetant sur eux la suspicion ? Mais alors il y aurait donc encore des milliers de terroristes potentiels dans le pays ?

Ce n'est pas sérieux, je préfère souligner que cela constitue surtout une violation massive du principe de présomption d'innocence.

Enfin, si cet argument était valable, la vente et l'achat de fusils de chasse et de muni-

tions n'auraient pas été ré-autorisées dans le pays.

Mais alors quel est le vrai motif du refus de restitution de vos armes de chasse ?

Je ne suis pas loin de croire ceux qui disent que les pouvoirs publics ont trahi le dépôt qu'avaient légalement imposé et qu'ils ont donc disposé de ces armes. Dans ma question à M. Zerhouni, je lui ai expressément demandé si nos fusils existaient toujours, physiquement s'entend, et s'ils sont dans les magasins de l'Etat. Je ne me souviens pas d'avoir entendu une seule fois M. le ministre d'Etat rassurer l'opinion sur ce plan car, si quelques restitutions au cas par cas ont eu lieu, qu'est-ce qui empêche une restitution générale ? A moins que l'objet à restituer n'existe plus.

Un dernier mot ?

Chez tous les citoyens saisis, l'exigence de restitution des fusils de chasse saisis ne cesse de s'amplifier et se propager. Un collègue député de Laghouat vient de déposer une question écrite sur le même sujet. Des citoyens de plusieurs wilayas nous ont appelés pour exprimer leur gratitude mais aussi leur détermination à récupérer leur bien. Cette affaire est sérieuse. Elle doit beaucoup à l'incompétence et à la précipitation dans laquelle a été gérée la situation sécuritaire des années 1990. Cette injustice est révoltante.

Ma question orale faisait suite à plusieurs démarches des représentants des victimes de haute instance auprès de plusieurs autres instances politiques et militaires du pays. En vain. Je crois qu'il ne reste plus qu'à solliciter l'autorité de Son Excellence, M. le Président de la République, dans l'espoir de le voir ordonner le rétablissement des citoyens dans leurs droits les plus sacrés.

Entretien réalisé par Yazid Yahiaoui

ABOUDJERRA SOLTANI LORS DE SA CONFÉRENCE DE PRESSE :

«Nous n'avons pas demandé la révision de la Constitution»

Dans une conférence de presse, qui a eu comme liminaire un long prêche autour de la question palestinienne et les derniers développements au Moyen-Orient, Aboudjerra Soltani a affirmé ne pas revendiquer une révision de la Constitution. Il s'est aussi déclaré à demi-mot candidat à sa propre succession à la tête du parti.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) : Le président du MSP est resté, jeudi, au centre international de presse où il a animé une conférence en phase avec la résolution du Madjliss Echoura. Notamment la question relative au remodelage de la loi fondamentale. Selon lui, le parti n'a à aucun moment demandé la révision de la Constitution et, si elle doit intervenir, elle doit concerner non seulement la durée du mandat présidentiel mais d'autres dispositions encore. «La révision de la Constitution est du ressort du président de la République. Si elle doit être révisée, elle doit s'inscrire dans le cadre d'une réforme

globale, laquelle devra consacrer les libertés et libérer les initiatives politiques et assoier la séparation des pouvoirs», a-t-il soutenu. En cela, le Mouvement de la société pour la paix ne mime plus le Front de libération nationale dans ce que ce dernier orchestre comme manœuvres et coup de force au sujet de la révision constitutionnelle. Son conseil consultatif, du moins, fait acte de foi à plaider un large débat autour de la question. Un débat impliquant l'ensemble de la classe politique. L'instance présidée par Mohamed Megharra, qui assoie et entretient les équilibres organiques, travaille évi-

demment ainsi à éviter au parti une adhésion mécanique à une décision présidentielle exclusive. Et si elle trace une ligne de conduite, la résolution sonne par ailleurs, face aux bruissements d'une course réanimée pour les besoins d'un autre mandat présidentiel, comme une mise en garde à l'adresse d'Aboudjerra Soltani qui a affiché par occasions une disponibilité à renouveler le quitus pour Bouteflika. Du moins se veut-elle d'atténuer les ardeurs du président du parti qui, d'un autre côté, postule à se pérenniser dans sa fonction de président. Une position qui lui permettra, le cas échéant, d'arrimer le parti à la velléité présidentielle. Cependant, cette mise en garde ne saurait s'interpréter comme un alignement du conseil sur le clan qui travaille à corroder l'ambition de Soltani à trôner encore à la

tête du parti. A peine s'il y laisse transparaître une certaine proximité. Ce que Soltani, fort animé du désir de prolonger son règne à la tête du parti, semble avoir bien compris. Aussi manœuvre-t-il à désarmer ses adversaires et à prendre de court ses potentiels concurrents. Le rapprochement de la date de la tenue du congrès, prévue initialement pour fin juillet et début août à fin mars, procéderait de ce calcul.

Publiquement, Soltani réfute qu'il a agi dans ce sens, à savoir court-circuiter la manœuvre de ses adversaires, en ne leur laissant pas le temps de parfaire leur stratégie de destitution. Selon lui, le rapprochement de la date du congrès est motivé par le souci d'éviter au parti une année politique à blanc. Il n'est pas inutile de souligner que pour prendre cette déci-

sion, le président du MSP s'est appuyé sur le seul bureau exécutif national. La démarche est statutaire, au sens du règlement intérieur. Assurément candidat à sa propre succession à la tête du parti, Soltani évite ainsi de solliciter le reste des structures du parti pour évaluer les implications politiques d'un tel choix. Ces adversaires l'ont certainement saisi.

Seulement, ils ne font nul vacarme autour de la question. Ce qui laisse supposer qu'ils sont suffisamment confiants.

Certains, qui jugent prématuré de sortir de l'anonymat, l'affirment en tout cas. La guerre de plus en plus apparente qui mine le MSP ne risque-t-elle pas de se traduire par une fracture organique ? Soltani est confiant : «Le MSP est vacciné contre les divisions», oppose-t-il comme

réplique à l'interrogation. Sur un autre plan, lié à la conjoncture sociale, le président du MSP, comme de coutume, a eu une critique à peine voilée de l'action gouvernementale. Il a considéré que la nouvelle grille des salaires ne règle pas le problème tant le pouvoir d'achat est extrêmement dégradé.

Selon lui encore, les équilibres sont rompus. Au passage, s'appuyant sur la grève des lycéens, il a dénoncé l'absence de dialogue social. «Nos responsables ne réagissent que sous la pression.» Il a appelé à la promotion de la réconciliation nationale, en intégrant une dimension politique à l'entreprise. Autrement dit, une réconciliation politique.

L'ex-FIS ne serait pas hors de préoccupation du leader islamiste.

S. A. I.